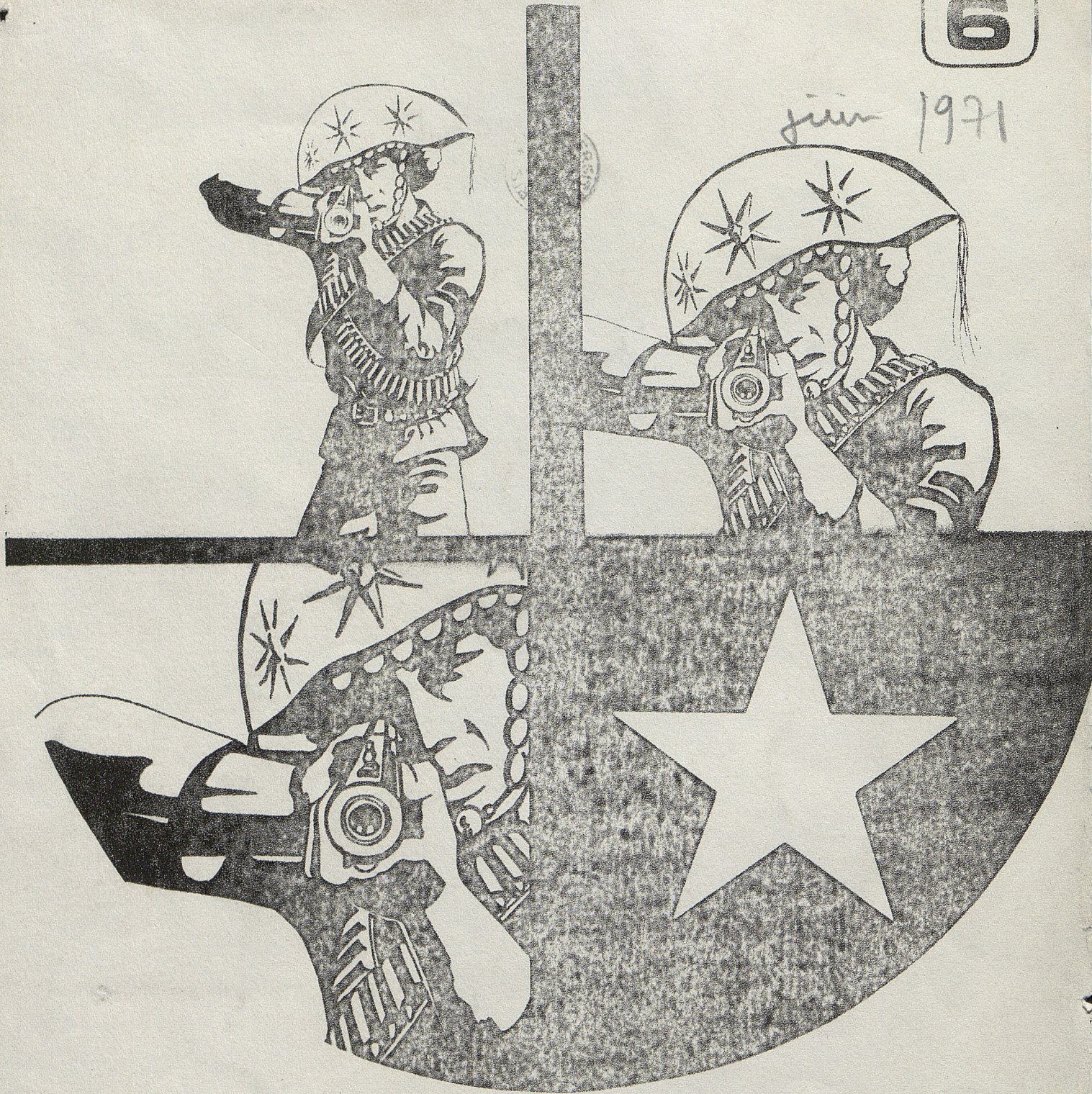


6

juin 1971



40 P. 8029

*front bresilien d'information*



SOMMAIRE

<u>Garrastazu impliqué dans un procès de détournement de fonds.....</u>	p.3
<u>Texte de la décision du Tribunal.....</u>	p.4
<u>Au Peuple Brésilien (Déclaration d'un Commando MRT-ALN).....</u>	p.5
<u>NOUVELLES EN BREF:</u>	
Le Masque Tombe.....	p.6
Accord Brésil-Paraguay.....	p.6
Héros de la lutte Révolutionnaire.....	p.7
Peine de Mort.....	p.7
La Justice Militaire.....	p.7
"La Censure est une infamie".....	p.8
Développement Sidérurgique.....	p.8
Salaire Minimum.....	p.8
Ecole de Torture et de Délation.....	p.8
370.000 US\$ pour l'entraînement des policiers brésiliens.....	p.9
Viande brésilienne pour les troupes américaines au Viet-Nam.....	p.9
<u>Concentration Bancaire.....</u>	p.10
<u>Le Livre Blanc Brésilien d'Auto-Justification.....</u>	p.11
<u>Conflits Sociaux dans l'industrie Sucrière du Nordeste.....</u>	p.14

Front Brésilien d'Informations, fondé en novembre 1969 et organisé de façon autonome au service de la révolution brésilienne.



GARRASTAZU IMPLIQUÉ DANS UN PROCÈS DE DÉTOURNEMENT DE FONDS

A l'époque de l'Etat Nouveau, le Procureur du 2e. Auditorat de la troisième Région Militaire a accusé un groupe d'officiers d'être coupables du crime de détournement de fonds (publics) et de manquement au devoir. Les faits annoncés dans l'accusation remontaient à 1935 . Et parmi les officiers impliqués dans ce procès et dûment accusés par le procureur militaire se trouvait le capitaine Emilio Garrastazu Médici, qui n'est autre que l'actuel Président de la République... maintenant Général. L'actuel dictateur tombait sous le coup de l'article premier du Décret n° 4.988, et de l'article 170 du Code Penal de la Marine - complicité de vol - parce qu'il avait fermé les yeux et laissé faire.

Lorsque l'accusation fut envoyée à la justice militaire, le délai de prescription était clos depuis 2 ans. Se prévalant de ce "détail", Garrastazu Médici devenu commandant, a déposé au Tribunal Militaire Supérieur une requête d'Habeas Corpus qui a été acceptée. Il échappa ainsi, par prescription et en bénéficiant de l'habeas corpus, aux rigueurs de la loi...

Maintenant, l'institution de l'Habeas Corpus n'existe plus pour les crimes politiques. Mais les crimes de détournement de fonds et de manquement aux devoirs, que le dictateur connaît si bien, continuent à en bénéficier.



Texte de la décision du Tribunal:  
Habeas Corpus nº 21.484

Le délai de prescription de l'application de la loi, pour les délits de manquement au devoir est de deux ans - Code Penal Militaire de 1891.

Rapporteur: le Ministre Cardoso de Castro.

Inculpés: Emílio Garrastazu Médici, commandant; Nei dos Santos / Braga, commandant de reserve, accusés par le 2e. Auditorat de la troisième Région Militaire.

Au vu du procès verbal de l'accusation, il appert que le Procureur de l'Auditorat de la 3e. R.M. porte plainte contre le premier lieutenant João Francisco Duarte, le commandant Nei dos Santos Braga, les capitaines Newton O'Reily de Souza, Emílio Garrastazu Médici, Hugo Garrastazu et le lieutenant Nilton Barbosa, accusant le premier du crime de détournement de fonds, défini dans l'article 166 du Code Penal de la Marine, étendu à l'Armée, les autres de complicité (par manquement à leurs devoirs) délit prévu dans l'article premier du Décret nº 4.988 du 8 janvier 1936, complété par l'article 170 du dit Code, cette plainte a été reçue, en attendant la comparution des accusés pour que la procédure d'inculpation puisse être engagée.

Les commandants Emílio Garrastazu Médici et Nei dos Santos Braga demandent le bénéfice de l'Habeas Corpus, alléguant la prescription de l'action penale.

Ceci posé:

Le Tribunal décide d'appliquer l'Habeas Corpus afin d'arrêter toute poursuite des accusés du fait de la prescription.

Les faits décrits dans l'acte d'accusation remontent à 1935.

La prescription de l'action penale existait déjà au moment de la mise en accusation puisque le délai de poursuite judiciaire pour le crime de manquement au devoir est de deux ans. (Ac. 15-1-36 - H.C. 7.599 - Jurisprudence "Diário da Justiça" XVI-246 - Ac. 4-5-36. Idem XVI-255 - Ac. 15-5-36. Idem XVI-279 et d'autres).

Le Tribunal Militaire Supérieur, le 16 mai 1945. - Général Silva Júnior, Président; Cardoso de Castro, Rapporteur; J. Bulcão Viana - Manoel Rabelo - Azevedo Milanez - Heitor Várady - Pacheco de Oliveira - Edgar Facó.

Diário da Justiça - le 8 septembre 1945 - Nº 203 page 3122.



AU PEUPLE BRÉSILIEN  
=====

(Déclaration d'un Commando du Mouvement Révolutionnaire Tiradentes et de l'Action de Libération Nationale)

Le 5 avril 1971, le leader révolutionnaire DEVANIR JOSÉ DE CARVALHO ("HENRIQUE"), a été arrêté puis torturé et assassiné dans sa prison par les bourreaux de la dictature brésilienne.

Le camarade Henrique avait commencé très jeune sa vie de révolutionnaire. Avec un dévouement exemplaire à la cause révolutionnaire, il a combattu par tous les moyens la dictature des riches qui s'est installée depuis 1964.

Le commandant Henrique est mort jeune, mais il a apporté à la Révolution Brésilienne l'une des plus belles contributions qu'un révolutionnaire puisse offrir: il a formé des centaines de combattants qui, aujourd'hui, avec plus de décision que jamais, se lèvent pour prendre les armes et continuer l'oeuvre entreprise par Henrique: LA LIBÉRATION DE NOTRE PEUPLE.

En réponse au brutal assassinat du Commandant Henrique et de tant d'autres révolutionnaires qui sont tombés pour la lutte de Libération de / notre peuple: CARLOS MARIGUELA, JOAQUIM CÂMARA FERREIRA, EDUARDO LEITE, YOSHITAME FUDIMORE, ALDO DE SÁ BRITO, OLAVO HANSEN, CHAEL CHARLES SCHEIRER, ADERVAL ALVES COQUEIRO, MARCO ANTONIO, JOELSON CRISPIN, VIRGÍLIO GOMES DA SILVA, JOSÉ MARIANO, JUAREZ DE BRITO, EIRALDO PALHA FREIRE, / et tant d'autres, a été jugé et condamné par un TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE, l'agent de la C.I.A. HENNING ARTHUR BOILESEN qui a été exécuté aujourd'hui, par notre Commando Révolutionnaire.

Hening Arthur Boilesen avait été président du groupe Ultra en 1966/67 et récemment nommé président de l'ASSOCIGAS (Association Brésilienne de Distribution de Gaz Liquide) qui contrôle les activités des Compagnies Pétrochimiques, y compris le groupe Ultra; il avait été nommé / dans ces fonctions par le troisième grand monopole des Etats Unis qui contrôle financièrement le groupe Ultra, entre autres, pour y faire / son travail de flic.

Boilesen, en tant que directeur de l'Associgas, a mis à la disposition des organes de répression et des tortionnaires du peuple brésilien toutes les ressources des entreprises qu'il contrôlait.

L'Opération Bandeirantes (Département des Opérations et de l'Information (D.O.I.) du Centre des Opérations et de la Défense Interne (CODI) de l'Armée Brésilienne), qui a son siège à São Paulo, où sont quotidiennement torturés et assassinés des révolutionnaires, des étudiants et des ouvriers, est financée et équipée par de puissants groupes industriels. Sous la direction de Boilesen, ces entreprises fournissent aux assassins de la dictature fasciste brésilienne de l'argent, de la nourriture, les véhicules utilisés pour le quadrillage et la surveillance des quartiers et même les casques à électrodes dont les décharges électriques paralysent le cerveau, causant la folie ou la mort des victimes.



Parmi ces super-groupes industriels soi-disant nationaux, le groupe Utra est l'un des plus importants pour le maintien du régime fasciste brésilien. Tout en vendant des articles inoffensifs (appareils électroménagers, vêtements, gaz liquide, fertilisants, etc...), il fournit la matière première pour la fabrication de bombes au NAPALM, de défoliants, etc...

Henning Arthur Boilesen a été condamné et exécuté, il ne pourra plus / surveiller PERSONNELLEMENT les tortures et les assassinats perpétrés à l'OBAN, ni offrir de banquets aux officiers supérieurs de l'Armée Brésilienne, responsables de l'oppression et de la terreur dont est victime le peuple brésilien depuis le 31 mars 1964. Boilesen n'était que / l'un des responsables de l'oppression et de la terreur. Il en existe beaucoup d'autres comme lui et nous les connaissons. Tous auront la même fin, peu importe le temps que cela prendra; ce qui importe c'est / que tous sentiront le poids de la JUSTICE REVOLUTIONNAIRE.

"OEIL POUR OEIL, DENT POUR DENT"

"LIBERER LA PATRIE OU MOURIR POUR LE BRESIL"

"JUSQU'A LA VICTOIRE" -- COMMANDO REVOLUTIONNAIRE "DEVANIR  
JOSÉ DE CARVALHO"

M R T

A L N.

§§§

NOUVELLES EN BREF

Le Masque Tombe

Estimant que la mort de Boilesen n'est pas un acte isolé mais le pré-lude à une série d'assassinats, les personnalités les plus importantes de l'industrie privée de São Paulo ont annoncé leur décision de participer au financement d'une campagne contre la "subversion".

D'autre part, la création d'une Association Brésilienne de Lutte contre la "subversion" a été proposée par Mr. Reinaldo Saldanha da Gama, Président de l'Association des Anciens Combattants de la Révolution Pauliste de 1932. Selon Mr. Saldanha da Gama, "Henning est le premier héros de cette association et nous devons nous inspirer de son exemple".

Accord Brésil-Paraguay

Les gouvernements du Brésil et du Paraguay ont signé, le 5 mai, un accord qui établit les bases d'une collaboration des deux gouvernements dans la lutte contre le "terrorisme". Le communiqué précise que: "de tels crimes sont une violation des droits de l'homme les plus élémentaires et pour cette raison, leurs auteurs sont passibles d'extradition et ne peuvent bénéficier du droit d'asile diplomatique".



Il est à préciser que, lors d'une visite éclair au Paraguay, le Général nord-américain Eugene Lebailly, président de la Junte inter-américaine de Défense, s'était montré très partisan de ce genre de collaboration et que, du côté brésilien, des accords analogues ont été signés avec l'Argentine et l'Uruguay. Le cas du colonel Jefferson Cardin, arrêté par la police argentine et remis aux autorités militaires brésiliennes, constituait un précédent qui laissait prévoir l'institutionnalisation de ce genre de pratique.

#### Héros de la Lutte Révolutionnaire

Joaquim Alencar de Seixas et Dimas Antonio Cassemiro, leaders du Mouvement Révolutionnaire Tiradentes, sont tombés dans la lutte contre les forces de la réaction, respectivement les 16 et 17 avril de cette année. Joaquim Alencar Seixas était l'un des plus valeureux combattants du MRT; il avait participé à de nombreuses actions, en particulier l'attaque d'un fourgon blindé de la Brinks et le pillage du super-marché "Pão-de-Açúcar", dont le butin a été distribué dans les bidonvilles. Dimas Cassemiro, l'un des plus jeunes combattants du MRT, avait également participé à diverses actions révolutionnaires, notamment l'attaque d'un fourgon blindé de la Banque Itaú-América, et le pillage du super-marché "Peg-Pag", dont le butin a également été distribué dans les bidonvilles.

Carlos Alberto Soares de Freitas (Beto), dirigeant du mouvement Var-Palmares, fait prisonnier en février 71 et porté disparu par la police de la dictature (FBI n°4, An III), serait mort sous la torture, selon des sources brésiliennes bien informées.

#### Peine de Mort

La justice brésilienne détient un nouveau candidat à la peine de mort. Il s'agit de Mocide Bucheroni, membre de la Rêde (Résistance Démocratique), organisation qui s'est intégrée à l'ALN. Mocide est accusé, de même qu'Eduardo Leite (Bacuri) qui a été assassiné par la police, d'avoir tué un policier lors du pillage du super-marché "Peg-Pag" de Santo Amaro (São Paulo).

#### La Justice Militaire

Le sergent Koji Kondo, enlevé comme otage par un commando révolutionnaire dirigé par Carlos Lamarca dans la région de Vale de Ribeira, a été condamné à 22 mois de prison pour avoir manqué à son devoir militaire en faisant preuve d'une "passivité incroyable" lors de l'attaque des guérilleros.

Le sergent Kondo commandait une patrouille qui tomba dans une embuscade tendue par les hommes de Lamarca. Grâce à la voiture de patrouille et à la présence d'otages, le sergent et les 4 soldats qui l'accompagnaient, Lamarca a réussi à traverser une région sillonnée par de nombreuses patrouilles militaires et à se rendre à São Paulo sans être inquiété.



### "La Censure est une Infamie"

Jorge Amado, l'un des écrivains brésiliens les plus connus sur le plan international, a déclaré dans plusieurs périodiques qu'il préférerait désormais faire éditer ses oeuvres à l'étranger, plutôt que de se soumettre à la censure préalable, et a qualifié le décret-loi (du 26 janvier 70) d'"infâme". L'écrivain de Bahia se déclare partisan d'une action / de tous les intellectuels pour "garantir leur droit à la liberté d'expression et d'opinion", par tous les moyens dont ils disposent. Et il ajoute que la censure préalable constitue "une atteinte à la culture, une attaque contre la littérature et une limitation du droit des écrivains à la libre création".

### Développement Sidérurgique

Dans les milieux nationalistes brésiliens, on considère avec appréhension l'investissement, par le capital international, de 480 millions de dollars dans l'industrie sidérurgique nationale. On / redoute, en fait, que le contrôle des groupes étrangers, déjà établi sur le secteur privé de la sidérurgie, s'étende au secteur public de cette branche, comme il l'a déjà fait pour la Pétrochimie et la Fabrique Nationale de Moteurs.

Le Ministre de l'industrie et du Commerce s'est rendu à Londres / pour signer avec ces groupes les conditions de l'accord de financement.

### Salaire Minimum

D'après les calculs de l'Institut Intersyndical de Statistiques, le salaire minimum d'un ouvrier marié et père de deux enfants, à Rio et à São Paulo, les deux plus grands centres industriels du pays, devrait / être de 902,40 cruzeiros par moi (1 cruzeiro = à peu près 1 franc français), cette somme se répartissant en 76% pour la nourriture et le logement et 24% pour les transports, l'habillement et les frais de scolarité.

Or, depuis le premier mai 1971, le salaire minimum pour les états de Rio et de São Paulo, a été fixé à 225,60 cruzeiros.

Mais, pour nourrir décentement un adulte, il faut compter dans les 120 cruzeiros par mois et le loyer mensuel d'un logement moyen est de 306 cruzeiros.

### Ecole de Torture et de Délation

Le 6 avril 1971, le Journal Officiel publiait un décret présidentiel en douze articles instituant la création d'une Ecole Nationale d'Information, chargée de "former des civils et des militaires pour répondre aux nécessités nationales d'information et de contre-information".

De cette école, on sait tout juste qu'elle va centraliser "les cours relatifs aux activités de renseignement", dont certains sont actuellement dispensés à l'Ecole Supérieure de Guerre. On sait aussi que la création de cette école rentre dans le cadre, plus large,



du projet qui a pour but de donner au SNI (Service National d'Information, la CIA brésilienne) un caractère plus spécifiquement / technique et de le spécialiser dans les questions économico-financières et administratives. En raison de cette spécialisation, le SNI ne pourra plus recruter ses agents dans les seuls milieux de la police.

A l'époque où il dirigeait cet organisme, le Président Garrastazu avait préconisé que le recrutement du personnel se fasse parmi les gens idéologiquement acquis à la Révolution et susceptibles d'occuper des fonctions dans le gouvernement, mais en dehors des milieux restreints qui fournissent habituellement ses cadres à la nation. L'Ecole Nationale d'Information sera la pépinière qui fournira au SNI les hommes dont il a besoin pour remplir ses différentes fonctions.

Elle sera tenue à l'écart de toute publicité et ni son programme, ni les noms des professeurs et des élèves ne seront connus. Le directeur sera probablement Enio Pinheiro, ingénieur militaire de 54 ans, récemment promu Général de Brigade, ex-responsable de la section du SNI de São Paulo et actuel directeur de l'agence centrale de Brasília où les cours doivent commencer à partir de 1972.

#### 370.000 US\$ pour l'entraînement des policiers brésiliens

Avec pour mission de se rendre compte de la façon dont ont été utilisés les dollars donnés par les Etats Unis pour perfectionner l'entraînement des policiers, deux membres de la Commission des Relations Extérieures du Sénat Nord-américain, Robert Cockery et Pat Holt sont arrivés au Brésil la deuxième semaine de mars.

Ils sont chargés de vérifier l'emploi qui a été fait par les services de la police brésilienne de l'argent accordé par les Etats-Unis, et le montant des dépenses. Jusqu'en Juin 68, le Brésil avait reçu, dans le cadre du Programme d'Aide Militaire, 207 millions de dollars, en armement, en matériel et en espèces. Une partie importante de cet argent était destinée à l'entraînement et au perfectionnement des forces policières, considérées par le Département de la Défense Nord-américain comme "la première ligne de défense contre la subversion".

Le programme d'aide à la police comprend: la création d'un système d'archives ultramodernes, basé sur l'utilisation intensive d'ordinateurs et de microfilms; l'amélioration des moyens de communication; la rationalisation des laboratoires de criminologie; la formation d'officiers dans les académies de police et le perfectionnement des critères d'investigation des activités subversives.

#### Viande brésilienne pour les troupes américaines au Viet-Nam

Le gouvernement brésilien pourrait fournir de la viande de boeuf aux troupes Nord-américaines cantonnées en Asie et plus particulièrement au Viet-Nam. Dans le cadre de ce projet, le vétérinaire Ronald McLaughlin de l'Armée des Etats-Unis, inspecte en ce moment les usines frigorifiques pour s'assurer de la qualité du bétail brésilien.

Il est à préciser que l'industrie frigorifique "brésilienne" est contrôlée par des entreprises étrangères: Swift, Wilson, Armour, entre autres.



CONCENTRATION BANCAIRE

Le processus de concentration bancaire s'intensifie au Brésil. En effet depuis le coup d'Etat militaire de 64, jusqu'à la fin de 70, 144 banques ont disparu, soit par fusion soit par incorporation. Ce phénomène qui caractérise bien la transition d'un régime de libre concurrence à un capitalisme de monopoles, bénéficie de l'appui du gouvernement comme on a pu s'en rendre compte lors du 8e. Congrès National des Banques, qui s'est tenu au début du mois d'avril de cette année. Les représentants du gouvernement sont tombés d'accord avec les banquiers sur le fait que "il faut tendre à créer des conglomerats - banques associés aux industries - qui financent les grands projets de développement".

En se basant sur la thèse selon laquelle la réduction progressive du taux d'intérêt est la condition sine qua non pour réduire l'inflation, le Ministre des Finances Mr. Delfim Neto preconise l'accélération de la "verticalisation" comme moyen de réduire le coût des opérations bancaires.

Par "verticalisation" le ministre entend la fusion des banques et la constitution de grands groupes financiers étroitement liés aux groupes industriels.

Les banquiers, pour leur part, manifestent leur inquiétude devant la prédominance croissante de l'état dans le secteur bancaire. La Bradesco, par exemple (Banque Nationale d'Escompte) a absorbé à elle seule 7 agences privées au cours de ces dernières années. Etant donné l'importance de la participation du capital international dans le secteur bancaire, on pourrait penser que cette "étatisation" est de bon augure. Mais au contraire, le phénomène de concentration bancaire et la mainmise de l'état sur les banques, augmentent la soumission de notre économie aux groupes étrangers et met en évidence l'alliance de l'Etat et des monopoles étrangers.

C'est ainsi que, au Congrès des Banques, le président de la "Banque du Brésil" est intervenu pour dire que "pour garantir le développement rapide du pays, le gouvernement cherche à s'assurer un volume toujours plus grand de financement extérieur". (Estado de São Paulo, 27/4/71). De fait, en mai 70 déjà, M. Felipe Herrera, président de la Banque Interaméricaine de Développement déclarait que le Brésil était son principal client et que d'autre part la BID était le principal banquier du Brésil. Cette déclaration a été faite à l'occasion de la signature d'une série de prêts accordés par la BID au Brésil, pour une valeur de 92 millions 600 milles US\$.

Par ailleurs, le ministre Delfim Neto, s'est montré très fier de ce que le Brésil soit autorisé à effectuer des retraits automatiques au Fonds Monétaire International.

Le Congrès National des Banques, a clairement laissé entendre que les institutions les plus importantes pour le futur immédiat du Brésil seraient les Banques d'Investissement, précisément parce qu'elles chercheraient à attirer au maximum les capitaux étrangers.

Si la concentration bancaire doit servir, selon la thèse du Ministre des Finances, à réduire le taux d'inflation, et si les bénéfices des banques sont des motifs de fierté dans tous les rapports officiels, la



situation des employés de banques, par contre se dégrade de jour en jour. D'une part la concentration bancaire provoque l'augmentation du chômage, mais, en plus, on constate que le gouvernement ne satisfait que / partiellement les demandes d'augmentation de salaires des employés, devenus fonctionnaires.

A la fin de l'année 1970, les employés, alléguant que les bénéficiaires des banques étaient de l'ordre de 40%, demandent une augmentation de 35% sur leur salaire. Les banquiers nièrent que leurs bénéficiaires soient de l'ordre de 40% et le gouvernement accorda aux employés une augmentation de 23% à peine.

Le "Jornal do Brasil" a annoncé récemment que "les bénéficiaires totaux des 50 plus grandes banques du pays (représentant 93,1% du réseau bancaire national) ont été de 44% en 1970".

§§§

LE LIVRE BLANC BRÉSILIEN D'AUTO-JUSTIFICATION

Le ministre de la Justice, Mr. Alfredo Buzaid, avait promis, lors de son passage en Europe, en juillet de l'an dernier, la publication d'un Livre Blanc prouvant l'inexistence de prisonniers politiques et de tortures au Brésil. Le dossier, publié par le gouvernement brésilien, devait "rassurer" l'opinion publique internationale sensibilisée par la fréquence et la gravité des informations concernant la pratique de la torture des prisonniers politiques au Brésil.

Le manuscrit est prêt. Toutefois, il n'a pas encore été publié. Il est divisé en trois parties: la première (6 chapitres, 50 pages) est une argumentation de défense formelle contre les accusations de terreur policière et de tortures portées contre les organes policio-militaires du gouvernement; la 2ème partie, divisée en 39 chapitres, "analyse" 39 cas de "soi-disant" assassinats politiques et tortures; la 3ème et dernière partie est constituée de documents (presque tous publiés): témoignages de prisonniers, photos, certificats médicaux, etc...

La 1ère partie s'efforce surtout d'"expliquer" pourquoi il n'y a pas de prisonniers politiques au Brésil, comment les procès sont instruits, les accusés jugés et les prisonniers traités.

L'argumentation est très simple: il n'y a pas de prisonniers politiques parce que l'article 153 de la Constitution assure la liberté du travail, du culte, des convictions politiques et philosophiques (p.8). Il n'y a pas de tribunaux d'exception parce que "la justice militaire est partie intégrante du Pouvoir Judiciaire", en vertu du § 15 de l'article 153 de la Constitution (p.7). Les accusés bénéficient d'un "large droit de défense" parce que c'est ainsi que le prévoit la loi (p.8). "Le Brésil est un des rares pays du monde qui maintienne, sans solution de continuité, la tradition des interrogatoires et des jugements publics", (p.8). La conclusion est alors évidente: comment pourrait-il y avoir des tortures au Brésil dans ces conditions?

Il reste - et c'est ce que fait le livre blanc - à attribuer toutes les informations données à la presse, tous les témoignages de prisonniers,



toutes les dénonciations faites par des avocats, des diplomates, des prêtres, des évêques, des députés, des journalistes, et des représentants d'organisations internationales, à une décision du Parti Communiste et une machination "organisée sur le plan technique par le Mouvement Communiste International", "qui a décidé de déclencher une campagne offensive contre le régime en dénonçant de prétendues tortures de prisonniers politiques" (p. 31). Cette campagne, ajoutent les auteurs du livre blanc, a été décidée, organisée, orchestrée et financée par le PCB, avec la participation du PCBR, de la VPR, du VAR-Palmares et de l'AP. Pour cette raison, les documents publiés sont apocryphes, les informations données sont fausses, les faits sont manipulés et déformés, le contenu des dénonciations est toujours le même, "seuls sont modifiés les noms des personnes et des lieux". "La partialité des organisations internationales qui accordent leur soutien sans restriction à la campagne montée par le Mouvement Communiste International" est ainsi prouvée (cf. chap. 5 p. 29-46). La "preuve" avancée par le livre blanc est globale et se résume ainsi: depuis 1965, le Comité Central du PCB a décidé de lancer une campagne en faveur de "certains prisonniers qualifiés pour la circonstance de politiques", et contre "les tortures". Les termes de "prisonniers politiques" et de "tortures" sont des inventions des communistes et par conséquent sans fondement et diffamatoires.

"Tels sont les instigateurs des accusations portées contre le Brésil et les preuves qu'ils avancent: les protagonistes sont tous des communistes, les uns brésiliens, les autres étrangers (...) les documents ont été forgés par les terroristes disséminés en Amérique et en Europe" (p. 44).

Selon le livre blanc, "à la tête du mouvement est apparu le Front Brésilien d'Informations qui fournit et diffuse la matière de cette diffamation". Et, "pour appuyer le Front, un réseau de diffamation s'est structuré, à base de "comités" (p. 33).

La position prise par le gouvernement brésilien - cela apparaît clairement dans le livre blanc - est une position d'accusé. C'est pour cela qu'il se défend, d'abord en disant que: "Dans un procès, la responsabilité de prouver les faits revient à celui qui les avance, non pas à ce lui qui nie leur existence" (p. 44). Or, le gouvernement affirme que: "Ces dénonciations ne pourront jamais être prouvées, non seulement parce qu'elles sont sans objet, mais encore parce que les témoignages sont suspects". Et il conclut: "le Brésil pourrait s'en tenir là (refuser de continuer à se justifier -N d l R -) parce qu'il n'admet pas que la parole officielle du gouvernement soit mise en doute par des terroristes, des rebelles, des homicides et des pirates (p. 45).

Toutefois, par considération pour la Commission Internationale des Droits de l'Homme, quelques uns des cas mis en cause sont analysés et constituent la 2ème partie du livre blanc - "pour démontrer la fausseté des accusations". "Si il se vérifie que quelques faits sont faux, tout l'édifice de l'accusation s'écroule, parce que la source des informations est toujours la même" (p. 46).



La première partie du livre a probablement été écrite par un quelconque juriste de l'équipe de Mr. Buzaid, assisté par un quelconque policier ... peut-être même un membre de l'Escadron de la Mort. En effet, la doctrine de l'Escadron apparaît à la page 12 où le gouvernement se plaint de ce que l'Etat est en position de lutte "tout à fait inégale" face aux terroristes, tant il est vrai que ces "personnes sont totalement dénuées de principes moraux" et que, en dépit de cela, l'Etat est obligé d'agir dans les limites de l'observance des principes juridiques et du respect de la loi. Il a suffi à la police de décider que ces "limitations" étaient "inadmissibles" pour justifier la création de l'Escadron!

On devine aussi la participation policière à la rédaction du livre / blanc dans des affirmations du genre: "La prison Tiradentes de São Paulo, celle de l'Ile des Fleurs à Guanabara, le Pénitencier de Linhares à Juiz de Fora, et la prison de l'Ile des Pierres Blanches sont des institutions modèles" (souligné par nous) (p. 12-13).

La deuxième partie tout entière est certainement dûe à la plume d'un Commissaire de Police. Les cas analysés ne sont rien de plus que les fiches de police de 39 personnes citées comme ayant subi des tortures (la plupart du temps en prison ou pendant les interrogatoires). Les fiches mentionnent des visites médicales ou des soins dentaires et sont assorties de quelques certificats médicaux.

Nous n'avons pas assez de place ici pour analyser la logique policière. Mais nous demandons instamment aux lecteurs de se rendre à l'Embassade Brésilienne la plus proche de leur domicile ou de leur lieu de travail pour demander un exemplaire du Livre Blanc de la torture (ou, des délices de la vie en prison) au Brésil.



## CONFLITS SOCIAUX DANS L'INDUSTRIE SUCRIERE DU NORDESTE

### Des travailleurs envahissent les villes

De nouvelles invasions de villes sont signalées dans l'état de Pernambuco. Cupira, Catende, Agua Preta, Palmares ont vu défiler des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants affamés exigeant des autorités une aide et de la nourriture.

Les observateurs soulignent que cette nouvelle vague révéndicative présente un caractère différent des invasions de villes qui ont lieu depuis un an dans tout le Nordeste frappé par la sécheresse. Il ne s'agit plus de petits paysans en cohortes désorganisées demandant de la nourriture pour échapper à la famine à laquelle la sécheresse les accule. Ils sont maintenant encadrés et dirigés par les salariés agricoles et les ouvriers des usines à sucre de la "Zona da Mata" possédant déjà des traditions syndicales.

La situation est dramatique dans l'état de Pernambuco. En décidant de ne pas mouler la canne à sucre (la récolte est médiocre) et de fermer les usines, les patrons mettent au chômage des milliers de travailleurs qui avec leurs familles viennent grossir les rangs des affamés.

Le président de la Fédération des travailleurs ruraux du Pernambuco, Euclides do Nascimento, déclare que la situation financière des entreprises n'est pas aussi mauvaise qu'elles veulent le faire croire, mais qu'elles prétendent utiliser la situation désespérée des ouvriers pour obtenir de l'Etat des mesures protectionnistes à faveur de l'industrie sucrière, en crise de façon chronique.

### Répression Policière

Le caractère organisé des invasions de villes et la présence de leaders populaires inquiètent sérieusement les autorités locales. Selon une méthode éprouvée, elles réagissent en utilisant simultanément la carotte et le bâton. Le secrétaire à l'assistance publique de l'état de Pernambuco, Fausto Freitas, a mis sur pied un dispositif destiné à démanteler les actions des sans-travail avant qu'elles n'atteignent les villes: des employés de son service parcourent toute la zone en distribuant des vivres aux groupes d'affamés.

D'autre part la police est entrée en action. Le délégué régional du travail, Romildo Leite (tortionnaire notoire) a décidé une intervention officielle au syndicat rural d'Agua Petra, alléguant des "irrégularités à tous les niveaux". En l'absence d'autres explications justifiant la mesure, on constate que les 3.580 travailleurs affiliés au syndicat étaient en conflit avec les patrons sucriers et qu'Agua Petra était devenu l'épicentre de la crise que traverse l'industrie sucrière. Le secrétaire général du syndicat visé, avait été vu à la tête des colonnes de manifestants envahissant diverses villes de l'état. Bien qu'aucune mesure n'ait été prise contre lui personnellement, la décision gouvernementale inflige un rude coup aux travailleurs organisés.

Dans les villes de Tonto et Ribeirão, le DOPS (Police Politique) détient deux travailleurs: José Epitácio da Silva et José Sebastião Vasconcelos: ils dirigeaient une colonne de 2.000 affamés qui tentaient de dialoguer avec le préfet de Ribeirão.

Celui-ci accepta de discuter avec les deux leaders, mais au lieu de les



recevoir, il les fit remettre à la police. Leur situation est périlleuse car le DOPS les accuse d'avoir cédé aux instigations d'organisations d'extrême gauche.

Malgré la répression, le mouvement revendicatif gagne en conscience et en extension. Les travailleurs, dans leur misère extrême, ont rédigé un document adressé au président Garrastazu Médici. Ils demandent l'expropriation des terres et l'application de la réforme agraire à la région.

#### Un problème plus grave que la sécheresse

La sécheresse n'explique pas la situation explosive que connaît actuellement le Pernambouc et le reste du Nordeste. Elle n'est qu'un fait épique qui rend plus insupportable une misère constante; elle met en évidence un problème latent: les conditions inhumaines de vie et de travail qui sont faites au paysan nordestin.

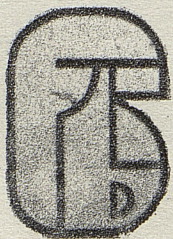
Dans une région de près de 30 millions d'habitants, les meilleures terres sont entre les mains de grands propriétaires qui y pratiquent des monocultures d'exportation (cacao, à Bahia; canne à sucre à Pernambouc et Alagoas). À côté de ces latifundia, se multiplient les minifundia qui permettent difficilement de survivre à ceux qui les cultivent. D'après les chiffres de l'Institut Brésilien de la Réforme Agraire, il y a plus de 10 millions de familles de travailleurs ruraux sans terres ou disposant de terres insuffisantes (ce qui fait près de 50 millions de brésiliens, ces statistiques concernant le Brésil entier). Parmi eux 3,9 millions de familles de salariés saisonniers, 2 millions de métyers et 2,7 millions de "minifondiaires".

Dans les minifundia la productivité est extrêmement basse, il faut investir 5 cruzeiros pour obtenir un revenu d'un cruzeiro. Arithmétique difficile pour les paysans qui ont à peine de quoi manger.

Toute une vie de misère a appris aux paysans nordestins à ne compter que sur leur propres forces pour améliorer leur situation. Tenus à l'écart de la vie politique, ils s'organisent, ouvriers et paysans unis, pour exiger des réformes radicales.

Une fois de plus la dictature est confrontée à un mouvement de contestation authentiquement populaire. Elle ne peut pas le faire taire en l'éliminant. Elle ne peut pas non plus lui donner satisfaction. Car cela entraînerait un bouleversement total du système qu'elle défend: l'oppression et l'exploitation intensive du peuple pour permettre une accumulation de capital entre les mains d'une minorité.





JUIN 1971  
AN III